

« United chemical company Uralchem : the true content of business strategy »

Synthèse

Un rapport comme aide à la décision qui souhaite apporter des éléments de réponse aux questions suivantes :

- peut-on craindre des impacts sur l'environnement ?
- l'entreprise est-elle fiable ? saura-t-elle prendre ses responsabilités en cas de problème ? est-ce un investisseur de confiance ?
- est-ce un employeur de confiance (respect du droit des travailleurs, effectivité des créations d'emploi promises...) ?
- est-ce une entreprise transparente ?

1. Uralchem comme investisseur

Pour savoir si Uralchem est un investisseur sur lequel on peut compter, les auteurs du rapport se posent deux questions :

- quels sont les objectifs poursuivis par l'entreprise ?
- quelles relations l'entreprise entretient-elle avec ses partenaires ?

▪ Objectifs : le profit avant tout

Il s'agit de savoir si les responsables de l'entreprise investissent de longue date dans cette activité ou s'ils sautent d'une activité à l'autre au gré des opportunités, auquel on peut légitimement estimer qu'ils seront moins attentifs au respect de la législation en vigueur et à l'impact de leurs activités (pérennité des emplois, environnement, etc.).

Uralchem est enregistrée depuis le 30/10/2007. Dmitry Mazepin, le directeur-général, possède des parts dans de nombreuses entreprises du secteur. Lui et les membres du conseil d'administration proches de lui possèdent par ailleurs des parts dans de nombreuses autres activités (boîte de nuit, immeubles de bureaux...) formant une holding multi-activités où l'étanchéité entre activités semble faible... Les propriétaires légaux des unes et des autres changent régulièrement.

>> La spéculation financière semble privilégiée, ce que vient confirmer la structure financière de la société. Le DG connaît peu en réalité le fond de son activité, il fait du business.

▪ Uralchem : une entreprise fragile financièrement

Marquée par un déficit en fonds propres, des versements de dividendes bien supérieurs aux capacités de l'entreprise et se faisant au détriment de l'investissement productif.

>> les opérations financières passent avant les enjeux de production.

Les associés de Dmitry Mazepin sont peu fiables, plusieurs d'entre eux sont poursuivis dans des affaires d'abus de pouvoir.

▪ Relations partenariales : l'hégémonie

Les partenaires minoritaires des sociétés dont Dmitry Mazepin possède des parts sont peu associés aux décisions, le manque de transparence est flagrant et l'avenir des entreprises compromis.

▪ Investissement à l'étranger : une obligation au vu des « casseroles » en Russie

Les affaires ont réduit le champ d'action en Russie, si bien que DM a choisi d'investir en Europe, sont principal marché par ailleurs.

Investissements à la fois dans des usines de production mais également dans le transport maritime (concentration verticale et horizontale).

D'ores et déjà des investissements en Pologne, Lituanie et à Chypre.

▪ Dieppe : base arrière pour le Royaume-Uni

L'objectif est d'investir le marché britannique. Un partenariat a été mis en place avec l'AIC (fédération des agro-industries du Royaume-Uni). Mais compte tenu des « risques », le choix a été fait de ne pas produire directement sur le sol britannique (ce serait dommage de louper le marché et de ternir

l'image de l'AIC parce qu'il y a un problème environnemental), d'où le choix de se rabattre sur Dieppe pour produire.

2. Uralchem : un employeur aux méthodes d'un autre âge

▪ **Conditions de travail : mise en danger des employés et de la population**

Les employés ne sont pas équipés (ils manipulent à main nue des produits dangereux), travaillent des usines vétustes et non équipées pour les produits « innovants » sans cesse demandés.

Les accidents se multiplient entraînant des blessures graves et parfois la mort (ex. : le 5/02/09 dans l'usine Kirovo-Chepetsk, un mort et un blessé grave suite à une explosion).

De nombreux rejets toxiques et des accidents type explosion (= du même type qu'AZF)

▪ **Droits des travailleurs : de l'illusion d'emplois pérennes**

Activité en recul du fait d'une baisse de la demande.

Réduction de personnel sans préavis. En décembre 2009, 4 500 personnes ont été mises au chômage dans l'usine de Voskresenk.

Dans certains cas, le personnel, au lieu d'être mis au chômage a été poussé à démissionner !

Salaires faibles.

Représentants syndicaux intimidés.

3. Uralchem : entre manque de transparence, collusion politique et menaces

▪ **Relations avec les media et la société civile : houleuses et faites de menaces**

Refus affiché de travailler en concertation avec les organisations de la société civile et les environnementalistes pour améliorer les conditions de travail et les impacts sur l'environnement des activités.

Lors d'une visite sur site organisée par plusieurs associations, les personnes ont été menacées, empêchées de filmer, les équipements video abîmés...

>> un manque de transparence flagrant puisqu'il est impossible de pénétrer et filmer les sites de production

▪ **Relations avec les pouvoirs publics : la subordination**

« achat » des autorités, irrégularités flagrantes lors d'élections où bien sûr c'est le « dauphin » de l'entreprise qui l'emporte. Lors de l'élection du maire de la localité où est implantée l'entreprise, la télé locale a été empêchée de diffuser ses programmes (câble coupé), les journalistes dé-saisis de leurs téléphones portables, le public empêché de pénétrer dans les salles de dépouillement...

4. Uralchem : un environnement pollué, des sites de production dangereux

Pour toutes les usines russes, même tarif :

- pollution atmosphérique et pollution des eaux (par des rejets directs dans les rivières) confirmées par une association environnementale, la NERA, reconnue et financée par la Banque mondiale (donc pas un groupuscule d'activistes a priori)
- des unités de production vétustes, des équipements inadaptés, insuffisants, hors d'état, où les accidents sont monnaie courante
- des usines installées dans des zones polluées de longue date (déchets nucléaires notamment)

5. Conclusion

Entreprise peu fiable dirigée par un homme aux multiples activités dont la finalité n'est pas tant la production (qui plus est de produits chimiques dangereux) que la recherche de profit. Des méthodes à la limite de l'illégalité (pour ne pas dire plus). Un manque de transparence voulu. Des employés quasi exploités et mis en danger.

Dieppe : un pis aller pour pénétrer le marché britannique.